



Rencontres avec quelques États Membres : résumé des échanges Varsovie, du 27 octobre au 5 novembre 2023

La Commission Européenne a décidé, à raison, d'engager des négociations concernant un nouveau Pacte sur la migration et l'asile.

Ce Pacte sera un tournant décisif dans la gestion des politiques migratoires.

L'Agence Européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex), s'engage depuis 2004 dans la lutte pour la **sécurisation des frontières extérieures de l'Union Européenne**. Nos objectifs ont toujours été de contrôler les migrations vers le continent européen et de protéger les souverainetés territoriales. C'est ainsi que depuis 2004, nous aidons les États Membres dans leur gestion de la politique migratoire.

Pour autant, à l'heure des négociations, nous voyons les désaccords, entendons les mécontentements et constatons que certains États, par crainte, se referment sur eux-mêmes et décident de fermer totalement leurs frontières. Cette stratégie n'est pas celle que nous devons adopter.

Frontex a été conçu comme **un outil de gestion commune de la politique migratoire**, et **se veut un objet d'harmonisation des politiques**. Nous sommes en effet une agence européenne, financée par le budget de la Commission, que chacun considère déjà comme l'outil majeur de contrôle des frontières extérieures de l'Union Européenne. Nous ne pouvons pas laisser la crise migratoire nous diviser. **C'est pour cela que nous demandons aux États Membres de bien vouloir nous faire confiance**, faire confiance dans les missions que nous menons depuis deux décennies déjà, et que nous avons chaque fois menées à bien.

Dans ce cadre, Frontex se lance dans une série d'échanges avec quelques États Membres afin de parler stratégie dans ce nouveau Pacte sur la Migration et l'Asile. Nous voulons voir inscrit dans ce nouveau Pacte une clarté des missions que nous menons déjà à bien, ainsi qu'un renforcement des moyens associés. Le soutien des États Membres est indispensable, à l'heure où la pression migratoire se fait ressentir sur nos agents et que Frontex se veut le bras droit de la politique migratoire commune européenne.

Voici le contenu résumé des discussions que nous avons engagées avec cinq États Membres représentant différentes positions dans cette crise migratoire : l'Irlande, l'Allemagne, la Pologne, la Slovaquie et la Bulgarie. Le communiqué de presse avec l'Allemagne a déjà été publié il y a quelques jours, vous pouvez le retrouver via ce lien : https://bws-game.eu/wp-content/uploads/2023/10/Frontex_Communique-de-presse-relatif-a-la-proposition-de-directive-1.pdf

Rencontre du vendredi 27 octobre avec les représentants de l'Irlande

L'Irlande doit actuellement faire face à une crise du logement sans précédent, due à l'augmentation de l'immigration sur son territoire. L'Irlande nous fait part de son souhait de **voir ses frontières extérieures renforcées** pour ne plus connaître ce genre de crises. Le pays souhaite également **une harmonisation**, une gestion européenne des crises et émet un **avis positif sur l'octroi de subventions à Frontex** qui s'occupe de cette harmonisation. Nous échangeons ensuite sur les quotas que l'Union Européenne donne. Enfin, selon les représentants de l'Irlande, la politique de retour doit être menée à bien et c'est **notre Agence qui doit s'en charger**, afin d'éviter d'autres crises telles que celle du logement en Irlande.

Rencontre du dimanche 5 novembre avec les représentants de la Pologne :

La Pologne exprime souvent une ligne dure en termes d'immigration. Ce fut le cas notamment au début du mois d'octobre avec la fermeture des frontières avec la Slovaquie ou encore au moins de juin avec la menace de déposer un veto aux côtés de la Hongrie pour contrer le pacte migration. La Pologne souhaite respecter la volonté de sa population qui est de ne pas être envahie par les flux de migrations comme elle a pu le subir depuis la guerre en Ukraine avec l'arrivée de 1,5 millions d'Ukrainiens.

Après l'explication de notre position, **la Pologne exprime son soutien à notre Agence**, dans un souci de lutter en premier lieu contre **l'immigration illégale**, de manière harmonisée avec les autres États Membres. Le Pacte Migration et Asile sera donc l'occasion de renforcer les moyens de notre Agence, en gardant à l'esprit la volonté d'assurer, via Frontex, une **gestion harmonisée de la sécurisation des frontières extérieures de l'Union Européenne**.

Rencontre du lundi 6 novembre avec les représentants de la Slovaquie :

Suite à l'explication de notre position, **la Slovaquie**, par le biais de ces représentants, **semble se positionner clairement en faveur d'un renforcement des moyens de notre Agence**. La proximité avec l'Ukraine oblige la Slovaquie à adopter une ligne parfois dure, surtout en termes d'immigration illégale, et son souhait est de s'en protéger. C'est dans ce cadre de guerre en Ukraine que le pays a collaboré avec notre Agence en 2022. Le renforcement des frontières de la Slovaquie est la priorité de son gouvernement. *« Nous pouvons opter pour une harmonisation des frontières, via le renforcement des moyens de Frontex, du moment que nos frontières sont renforcées »*, déclarent-ils. Les représentants assurent également que la Slovaquie est prête à contribuer encore plus financièrement du moment que **l'espace Schengen est renforcé**. Nous remercions la Slovaquie pour son soutien envers notre Agence et espérons pouvoir continuer la collaboration avec elle.

Rencontre du jeudi 2 novembre avec les représentants de la Bulgarie :

La déclaration de la Bulgarie suite à notre rencontre est la suivante :

"La Bulgarie étant un pays situé sur la route de la Méditerranée orientale, sa situation géographique l'expose à un afflux migratoire. Avec l'actuel règlement de Dublin III, la Bulgarie se retrouve dans une position difficile, avec une **surcharge des demandes d'asiles arrivant sur son sol et l'entrée illégale de migrants.**

Cette situation complique encore plus notre adhésion à l'espace Schengen, puisque cet afflux migratoire reste l'un des arguments de certains pays pour poser leur veto à notre adhésion car manque de contrôle et de gestion migratoire.

Pourtant comme l'a affirmé notre vice présidente Iliyana Yotova "*La frontière bulgare est une des mieux surveillées et sécurisées de l'Union européenne*". Cependant, nous ne pouvons pas faire face au problème seul, et nous avons **besoin d'une solidarité européenne** pour pallier cela. Notre partenaire historique Frontex, nous a déjà grandement aidé par le passé, notamment à travers le **projet "pilote" mis en place par la Commission Européenne en mars 2023 qui a permis d'allouer à Frontex des moyens supplémentaires pour la protection de nos frontières.** La Bulgarie souhaite perpétuer sa coopération avec Frontex, dans le but d'harmoniser les politiques européennes en matière d'immigration, tout en respectant le droit des personnes. **C'est pourquoi la Bulgarie souhaite accorder des subventions à Frontex, afin de l'aider à mener à bien sa politique de protection des frontières des Etats membres, dans le sens de la solidarité européenne et non de l'enfermement.** "

Remerciements

Nous tenons à remercier l'Irlande, la Pologne, la Slovaquie et la Bulgarie pour ces échanges fructueux concernant le rôle que notre Agence pourrait jouer au sein du nouveau Pacte migration et asile 2023. Nous nous tenons à la disposition de tous les autres États Membres qui souhaiteraient nous contacter dans ce cadre.

Ceci est un document fictif produit dans le cadre de la 6^e édition du Brussels World Simulation